

ÉLECTION EUROPÉENNE DU 26 MAI 2019

QU'EST CE
QU'ON ATTEND
POUR
CHANGER
DE MODÈLE
AGRICOLE ?

[#toutcommenceavecvous](#)

eelv.fr





PRÉAMBULE

La planète brûle et L'Europe se meurt. Voilà pourquoi les élections européennes à venir ne seront pas des élections comme les autres. Nous avons le choix entre le sursaut ou la catastrophe, entre la solidarité ou la montée de la haine, entre l'invention d'une nouvelle manière de vivre ensemble ou la continuation des égoïsmes qui nous conduisent vers l'abîme, entre l'écologie ou la barbarie. L'histoire est en marche. Nous sommes convaincu-e-s qu'elle n'appartient pas à des élites dépassées, ridiculement conservatrices et dangereusement obsédées par le pouvoir de l'argent.

La question cardinale est celle de la dégradation du climat, puisqu'elle menace notre survie elle-même. Qu'attendent les dirigeants européens pour prendre à bras le corps le problème le plus urgent de notre temps ? En France la démission du Ministre de l'environnement Nicolas Hulot a résonné comme un coup de tonnerre et la leçon à en tirer est simple : Il n'est plus temps d'attendre ou de prendre des demi-mesures. Pourtant tout se passe comme si de rien n'était. Emmanuel Macron fait des grands discours teintés de vert, mais la politique qu'il conduit ne suit pas. Rien de ce qu'il engage n'est à la hauteur de la crise écologique que nous vivons, alors même que la France pourrait être à la tête des nations qui font de l'écologie une priorité. Entre la voix des lobbies et le choix de l'écologie il faut trancher. On ne peut pas en même temps détruire la planète et la sauver.

Nous sommes donc vigilant-e-s, mobilisé-e-s et déterminé-e-s à tout faire pour qu'en France les choses changent. Les marches pour le climat et les mobilisations lycéennes à travers l'Europe et le monde montrent que la prise de conscience progresse. Une nouvelle génération réclame son droit à exister dans un monde vivable. Comment ne pas entendre son appel ? La génération climat qui se met en mouvement est celle qui sauvegardera l'avenir. Notre combat est planétaire. Il ne connaît pas de frontières et nécessite d'agir à tous les échelons, de la plus petite commune jusqu'au niveau international. Chacun-e doit prendre sa part.

Nous, écologistes nous mettons au service des citoyennes et des citoyens qui n'attendent plus des discours mais des actes pour réorienter la marche du monde. Nous, écologistes, nous mettons au service des citoyennes et des citoyens qui n'espèrent plus d'une démocratie représentative moribonde, mais souhaitent faire irruption dans le débat public et la prise de décision dans les choix qui les concernent. C'est un défi incroyable que nous avons à surmonter qui demande de la lucidité, de l'imagination et du courage. Le système, la politique, nos vies : Tout doit changer.

Le chantier est immense.

Nous n'y arriverons qu'ensemble.

SOMMAIRE

Introduction

1. L'Europe doit changer, son agriculture aussi !

2. L'écologie qui agit

3. Une Politique Agricole mais aussi Alimentaire Commune (PAAC)

- a. Une alimentation saine pour tou.te.s
- b. Une Europe 100 % bio et locale
- c. Plus d'emplois, mieux rémunérés

Conclusion

INTRODUCTION

La question agricole n'a pas la place qu'elle mérite dans le débat public. Elle est pourtant au **croisement des grands enjeux actuels, écologique, social et sanitaire**, qui affectent chacun par l'impact sur notre cadre de vie et notre alimentation. Elle pèse sur la gestion et l'aménagement des territoires, sur nos modes de vie, notre alimentation... Les ravages de l'industrialisation, le désespoir d'un monde paysan laissé à l'abandon, la surproduction et le chantage à la vie chère doivent laisser place à un nouveau modèle permettant au **consommateur de se nourrir correctement, au producteur de vivre convenablement** de son travail et à l'environnement d'être préservé.

Les réformes successives de la Politique agricole commune (PAC) ont renforcé la concurrence au nom de la libéralisation. Les objectifs (mineurs) de respect de l'environnement et de développement rural, tardivement incorporés à la PAC, ont montré leurs limites : les **fractures territoriales s'élargissent, les conséquences des pollutions explosent, la destruction de la biodiversité s'accélère, l'industrialisation jusqu'à l'absurde provoque des ravages, les consommateurs ne trouvent pas la qualité à laquelle ils ont droit**. Quant à la surproduction et à la course au moins-disant financier, elles conduisent au désespoir d'un monde paysan abandonné depuis des décennies par les politiques productivistes qui se sont succédé.

Pour refonder une Politique Agricole et Alimentaire Commune, les écologistes s'appuieront sur la réforme européenne pour la période 2021-2027. Ils passeront un **nouveau contrat entre agriculture et société**. Cette PAAC permettra de **nourrir l'Europe en respectant l'environnement** et accompagnera la production vers une alimentation de **qualité** au bénéfice d'**agriculteurs dûment rémunérés**.

Ensemble, nous pouvons réformer la PAC et sortir de la folie actuelle du gaspillage alimentaire, de la malbouffe et de la détresse des paysans.

1

L'EUROPE DOIT CHANGER, SON AGRICULTURE AUSSI

Nous devons changer de modèle agricole. C'est une nécessité pour sortir des scandales alimentaires et nourrir correctement les Européens.

La politique agricole commune est la **politique européenne la plus importante**, pour laquelle l'Union européenne consacre **le plus important budget**. C'est le premier des leviers sur lequel agir et le plus efficace pour faire évoluer l'agriculture européenne vers un modèle agroécologique.

La PAC et les propositions débattues pour sa réforme dès 2021 sont déconnectées des besoins des paysan.ne.s et des citoyen.ne.s. Elles sont basées sur une **course à la concurrence** et sur la production de volumes toujours plus importants pour l'exportation et non pour la consommation locale. Les **petites exploitations sont délaissées au profit de l'agro-business** pour qui les performances financières et **les prix les plus bas** sont les seuls objectifs. Conséquences : une terre malmenée, des paysan.nes abandonné.es, des ouvrier.es surexploité.es.

La PAC repose sur une **vision passéiste** qui ne tient pas assez compte des **préoccupations des citoyens et des agriculteurs**. Elle ne porte **aucune ambition** en matière alimentaire, environnementale ou pour nos campagnes et continue de subventionner l'**usage massif de produits toxiques** pour l'environnement, les consommateurs et les producteurs.

Les écologistes veulent faire évoluer la PAC pour qu'elle réponde aux besoins des agriculteurs et des citoyens, satisfasse les exigences de qualité de l'alimentation, protège la vie et la santé des hommes, des animaux et des terroirs.

2

L'ÉCOLOGIE QUI AGIT

La question agricole est au cœur des préoccupations des écologistes qui sont les seuls à avoir milité pour une agriculture paysanne respectueuse des producteurs, des consommateurs et de l'environnement. Ces prises de positions percussives se sont concrétisées dans les nombreuses actions des écologistes au Parlement Européen, notamment à travers la voix de **José Bové**.

Les écologistes ont été en pointe pour promouvoir le **développement de l'agriculture biologique** et la préservation d'un haut niveau d'exigence du cahier des charges.

Ils se sont mobilisés **contre l'agrochimie et l'usage abusif des pesticides**, nocifs pour la santé humaine et destructeurs pour l'environnement.

Ils ont **bataillé en justice face aux lobbies** qui financent des études pour l'Autorité européenne de sécurité des aliments au mépris de l'intérêt des citoyens. Ils ont mis aux débats les **premières mesures pour l'interdiction du glyphosate**, cet herbicide connu pour sa dangerosité. L'utilisation des pesticides tueurs d'abeilles a été limitée et l'introduction de nouveaux OGM empêchée.

Les écologistes ont également obtenu des avancées pour la **protection des ressources et des espèces**, en particulier celles menacées par la **surpêche** et l'interdiction du commerce des **produits dérivés du phoque**.

3

NOS PROPOSITIONS POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE MAIS AUSSI ALIMENTAIRE COMMUNE

Pour gagner en crédibilité, la politique agricole doit répondre aux attentes des citoyen.ne.s : santé, pratiques écologiques, alimentation biologique, liens directs avec les producteurs.

Les écologistes veulent faire de la Politique Agricole ET Alimentaire Commune l'outil d'un changement agricole et alimentaire profond, garant d'une rémunération juste du travail des agriculteurs et de prix raisonnables pour les consommateurs. Seule la mise en œuvre résolue d'une politique agricole environnementale et d'investissement dans les territoires y parviendra.

La politique agricole instaurera un nouveau contrat entre agriculture et société, garantira aux citoyens une alimentation saine, assurera des conditions de production optimales aux agriculteurs, privilégiera les circuits courts plutôt que le recours aux grands industriels, respectera les engagements environnementaux ambitieux.



UNE ALIMENTATION SAINES POUR TOUTES ET TOUS

L'alimentation représente un enjeu sanitaire majeur, mais aussi un enjeu social et écologique déterminant. C'est le modèle agricole lui-même et l'ensemble de la chaîne de production qu'il faut repenser.

Nous voulons une politique alimentaire et agricole commune qui s'appuie sur de nouveaux objectifs. Les citoyennes et les citoyens doivent être respectés. Ils doivent avoir la possibilité de se nourrir avec des aliments sains à des prix raisonnables. C'est à cette condition que la confiance entre consommateurs et producteurs sera restaurée.

Engrais, pesticides, élevage intensif, monocultures, dégradation des eaux et des sols, perte de biodiversité, désertification, risques sanitaires... Nous voulons une politique alimentaire et agricole commune, qui s'appuie sur de nouveaux objectifs. Cette politique nouvelle luttera pour la meilleure santé des Français.es et des Européen.nes, pour que cesse l'explosion des maladies liées aux pesticides, pour l'élimination des cancers qui leur sont liés. C'est ainsi que nous restaurerons la confiance entre consommateurs et producteurs et que nous lutterons pour la santé de toutes et tous les européens.

POUR ENGAGER L'ENSEMBLE DES EXPLOITATIONS DANS LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE, NOUS PROPOSONS DE :

POUR QUE L'ALIMENTATION SOIT AU CŒUR DES POLITIQUES, NOUS PROPOSONS DE :

Abandonner totalement les aides à la méthanisation, aux agro-carburants et aux cultures énergétiques. La transition énergétique passe par une réduction de notre consommation. Les cultures destinées aux agro-carburants concurrencent les productions alimentaires, elles détournent les marchés agricoles de leur objectif premier : nourrir la population.

Soutenir l'alimentation durable, biologique et locale par la promotion des protéines végétales et des viandes issues d'élevages extensifs biologiques et à l'herbe.

Lutter contre le gaspillage alimentaire, instaurer des circuits de redistribution alimentaire auprès des plus fragiles. 20 % de la nourriture produite est gaspillée tandis que 55 millions de personnes souffrent de la faim dans l'Union européenne.

Privilégier l'agroforesterie en augmentant le ratio de haies et couverts boisés donnant droit au versement du « paiement vert ».

Interdire les produits phytosanitaires de synthèse (pesticides, herbicides...) et respecter le principe de précaution.

Rémunérer la production des services environnementaux, sanitaires et sociaux des pratiques agroécologiques. Elles améliorent la qualité de l'eau, maintiennent la faune, les insectes, la flore. Elles bénéficient à l'ensemble de la société. Elles doivent être encouragées et financées.

POUR UNE AGRICULTURE QUI RESPECTE LE VIVANT ET LES ANIMAUX, NOUS PROPOSONS DE :

Proscrire l'emploi préventif d'antibiotiques et les mauvais traitements envers les

animaux : élevage en cage de poules et lapins, castration et coupe à vif des queues de porcelets, transport sur de longues distances, broyage des poussins... L'interdiction de ces pratiques barbares doit être totale ; les écologistes l'ont obtenue en région Nouvelle-Aquitaine.

Conditionner les aides directes au

respect de la réglementation européenne en matière de protection des animaux. (Ce n'est pas le cas aujourd'hui.)

Créer une journée végétarienne européenne par semaine,

voire plus, pour faire baisser la consommation de produits animaux et sensibiliser la population à une nouvelle alimentation.

Appliquer uniformément à l'ensemble des élevages des règles de bien-être animal

pour mettre fin, en particulier, à la distinction entre élevage agricole et élevage piscicole. Un étiquetage strict des produits sera mis en place pour **informer rapidement le consommateur sur les conditions d'élevage**, d'abattage et de transport auxquelles les animaux ont été soumis. Un système similaire indiquera l'impact de la pêche.

Protéger les troupeaux contre les grands

prédateurs, grâce à l'augmentation des fonds d'aides du FEADER¹ pour faciliter la coexistence entre élevage et vie sauvage.

UNE EUROPE 100 % BIO ET LOCALE

La politique agricole doit développer et promouvoir une agriculture répondant aux besoins économiques, sociaux et environnementaux des Européen.nes d'aujourd'hui et non maintenir sous perfusion un système agricole obsolète.

Nous défendons une agriculture respectueuse des territoires et des animaux, des produits locaux de qualité, saisonniers, accessibles par toutes et tous. Nous défendons une Union européenne qui s'appuie sur ses régions pour se projeter vers une agriculture 100 % bio et locale, sans pesticides ni OGM. Nous favorisons la production d'une alimentation en circuits-courts qui produisent des emplois et font vivre nos territoires.

Nous voulons **généraliser un modèle agricole qui préserve la biodiversité et produit une alimentation de qualité accessible à toutes et tous.**

1. Fonds européen agricole pour le développement rural.

POUR UNE AGRICULTURE 100 % BIO, NOUS PROPOSONS DE :

Accompagner la transition vers une **agriculture 100 % bio et locale**, avec une première échéance à 30 % à l'horizon 2025 et **interdire les pesticides et nouveaux OGM**.

Soutenir la consommation bio en fixant des objectifs de produits locaux sur le modèle de la proposition de loi « Ancrage territorial de l'alimentation » à la restauration collective.

Protéger l'environnement : le sol doit faire l'objet d'une nouvelle approche agricole caractérisée par le renouvellement de la matière organique, un travail réduit et une couverture végétale accrue. La diversité des productions en sera privilégiée et la biodiversité favorisée.

POUR RELOCALISER NOTRE AGRICULTURE, NOUS PROPOSONS DE :

Produire localement, ce qui suppose la création d'équipements à dimension humaine et de proximité, de l'abattoir mobile multi-espèce à la légumerie par exemple.

Utiliser le **levier de la restauration collective** pour dynamiser la production agricole biologique locale et les conversions dans les territoires en généralisant les Plans Alimentaires Territoriaux.

Ne plus subventionner l'exportation de produits agricoles hors du territoire européen : les aides publiques doivent financer la production locale et raisonnée destinée à nourrir les Européens, pas l'agro-business. Dès lors que les produits agricoles sortent du territoire européen, les aides versées par l'Union européenne doivent être supprimées et remboursées.

POUR ACCOMPAGNER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DES TERRITOIRES RURAUX, NOUS PROPOSONS DE :

Soutenir la création d'**activités liées aux transitions énergétique et numérique**, assurer le financement de **services adaptés aux zones rurales et aux populations** grâce à la multiplication de projets territoriaux européens LEADER².

Engager les territoires dans la transition écologique en soutenant l'émergence de Plans Climat-Air-Energie Territoriaux (PCAET) et en autorisant uniquement les investissements qui s'inscrivent dans la transition écologique.

2. «Liaison Entre Action de Développement de l'Économie Rurale». Il s'agit d'un programme d'initiatives communautaires en faveur du développement rural ayant pour objectif d'inciter et d'aider les acteurs ruraux à réfléchir sur le potentiel de leur territoire dans une perspective de plus long terme.

PLUS D'EMPLOIS, MIEUX RÉMUNÉRÉS

L'abandon des agriculteurs est la conséquence d'une course aux rendements et au productivisme : en quelques dizaines d'années 5 millions d'emplois ont disparus dans nos campagnes, soit le plus grand plan social de France. La dégradation des prix agricoles a également provoqué une baisse du revenu global : un tiers des agriculteurs vit avec moins de 350€ par mois. Les systèmes mis en place par les agro-industries, avec la complaisance des politiques agricoles précédentes, appauvrissent des exploitant.es exploité.es confronté.es à des situations intenable.s : le coût des semences, engrais et produits phytosanitaires par exemple représente plus de 30 % du coût de production d'une tonne de colza .

La PAC a fait disparaître le paysan au profit de l'agriculteur. Les firmes remplacent déjà les fermes. La standardisation des produits, les scandales sanitaires successifs avivent la défiance des consommateurs. Les agriculteurs et agricultrices, victimes des politiques imposées, deviennent la cible des critiques. Épuisé.es par la course sans fin au « rendement contre subvention », beaucoup ont sombré dans une détresse sans précédent. En France, **un agriculteur se suicide tous les deux jours.**

Il est de notre responsabilité de de leur donner les moyens de produire une alimentation de qualité, de leur laisser le temps de remettre les productions dans le rythme de la nature et de leur garantir une rémunération juste et équitable face à la pression des industries agroalimentaires.

POUR SUSCITER DES INITIATIVES EN MILIEU RURAL, NOUS PROPOSONS DE :

Soutenir l'installation en agriculture paysanne et biologique et repenser les aides à l'installation en remplaçant la notion de « Jeune agriculteur », réservée aux moins de 40 ans, par celle de « Nouvel agriculteur » pour aider aux reconversions, même tardives.

Encourager les conversions en agriculture biologique grâce à une aide transitoire pendant ce moment charnière. Les diminutions de revenus, même temporaires, freinent les conversions alors que les exploitant.es bio vivent généralement mieux.

Revaloriser les petites exploitations qui recrutent de la main d'œuvre locale par une réforme des aides planchers, un **triplement des aides aux 52 premiers hectares** et la fin des perfusions d'argent public au profit des usines agricoles et du bonus par salarié employé.

Assurer une redistribution plus juste des aides. Calculés d'après les droits à paiement de base (DPB), leurs niveaux doivent converger intégralement pour stopper la course à l'agrandissement des fermes, à la productivité et à la rente.

POUR UNE PAAC JUSTE, RÉMUNÉRATRICE, ÉQUITABLE ET QUI CRÉE DES EMPLOIS, NOUS PROPOSONS DE :

Soutenir les exploitations de taille raisonnable et l'élevage extensif de qualité par une diminution des aides aux plus grandes fermes et aux élevages intensifs dont les modèles économiques sont basés sur l'industrialisation des procédés au détriment de la qualité des productions.

Contribuer à la diversité agricole de nos terroirs par la création d'une aide forfaitaire pour les petites exploitations.

Répartir plus équitablement les aides en fonction de critères environnementaux et de qualité par l'abaissement de leur plafond.

Garantir un prix minimum au producteur. La création de **contrats de filières équitables** et l'octroi d'une prime aux producteurs pour promouvoir les circuits courts et relier producteurs et consommateurs, permettront aux agriculteurs de vivre décemment de leur travail.

CONCLUSION

En Europe, les écosystèmes souffrent, la terre s'épuise. La nature doit être préservée. La dégradation de l'environnement, l'accaparement des terres nourricières et des ressources produites, renforcent les injustices sociales et pèsent sur les plus fragiles d'entre nous.

La politique agricole actuelle n'est pas à la hauteur des enjeux : plutôt que de nourrir correctement les Européen.nes, elle est une source de profit comme une autre. Cette situation mène à la surexploitation de nos ressources et fait tout autant peser une menace sur l'environnement que sur l'ensemble de la population, paysan.nes compris.es.

L'agriculture est un secteur économique différent des autres. Ses racines plongent au plus profond de notre histoire. La politique agricole que nous voulons produit des récoltes de qualité, préserve l'environnement, assure des revenus justes aux producteurs, bénéficie à tous. Elle est résiliente, crée des emplois essentiels pour les terroirs et s'inscrit dans un dynamisme économique global.

À qui serait convaincu que les machines et les algorithmes subviendront à nos besoins, que le transhumanisme nous élèvera, voire que la conquête spatiale accaparera de nouveaux territoires aux ressources infinies, nous disons : notre destin est terrestre. Notre planète est unique, fragile, magnifique. S'épanouir dans un monde vivable pour toutes et tous, c'est la grande question de notre temps. L'agriculture, doit être l'outil qui garantit de bien vivre ensemble, dans le respect de la planète et du vivant. Et elle est essentielle à nos vies.

Tout commence avec vous.



Liste des écologistes

menée par *Yannick Jadot*

